



REPUBLIQUE FRANCAISE
Commune de La Verrière

ARRETE TEMPORAIRE N° 2022-162
PORTANT REGLEMENTATION DE CIRCULATION POUR LES TRAVAUX SUR
LES VOIES ET DEPENDANCES DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire de La Verrière,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 à L. 2212-5, L 2213-1 à L 2213-4 ;
Vu le code de la route et notamment ses articles L. 411-1, R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, et R. 411-25 à R 411-28, R. 417-10 et suivants ;
Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5 ;
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière quatrième.

Considérant la demande en date du 29 juillet 2022, de La **Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines**, Monsieur John BELDA, 1 rue Eugène Hénaff 78192 Trappes Cedex (marché d'entretien, exploitation, supervision et installation d'infrastructures de Recharges pour Véhicules Électriques sur le domaine public de la commune de La Verrière), d'autorisation de faire intervenir la **Société BOUYGUES ENERGIE ET SERVICES, Direction Opérationnelle Infrastructures Extérieures Paris Nord & Ouest** située 13 rue des Frères Lumière -CS60104- 78370 Plaisir, pour les missions demandées sur les IRVE (entretien, maintenance, astreinte, interventions de génie civile ponctuelles, déplacement et mise en place...) sur l'ensemble des voies et dépendances de la commune de La Verrière (78320) pour 1 an ;

Considérant que les travaux de voirie sur le domaine public (voies communales et ses dépendances) nécessitent certaines restrictions temporaires de circulation aux abords et aux droits des chantiers, (alternats, interdiction de circuler, de doubler, de stationner, réduction ou suppression d'une voie avec mise en place de déviations et passages piétons provisoires).

ARRETE

Article 1 : À compter du **15/09/2022** et pour une durée de **365 jours, soit jusqu'au 14/09/2023**, la circulation des véhicules pourra être modifiée sur l'ensemble les voies et dépendances le la commune de La Verrière (78320).

Article 2 : Dans la zone des travaux, les restrictions suivantes pourront être imposées :

- **Mise en place de la signalisation temporaire réglementaire ;**
- **Limitation de vitesse à 30 km/h ;**
- **Interdiction de doubler au droit du chantier ;**
- **Interdiction de stationner au droit du chantier : les véhicules gênants seront enlevés par les forces de l'ordre ;**
- **Dévoisement du cheminement piéton.**

.../...

Article 3 : Le pétitionnaire exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire, de jour et de nuit, du chantier sur le domaine public. Il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. La signalisation devra être conforme aux dispositions en vigueur et actuellement sont édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, Livre 1-8eme partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Article 4 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus. Le pétitionnaire s'engage à afficher le présent arrêté sur les lieux des travaux.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux lois. L'interdiction de stationner au droit du chantier sera considérée comme gênante selon les termes de l'Article R. 417-10 du Code de la Route et les véhicules en infraction pourront faire l'objet d'un enlèvement immédiat et les contrevenants poursuivis par les tribunaux compétents.

Article 6 : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

Article 8 :

- Monsieur le Maire,
- Madame la Directrice Générale des Services,
- Madame la Directrice Générale Adjointe et Directrice des Services Techniques,
- Madame le Commissaire de Police d'Elancourt,
- Monsieur le Chef de Police Municipale,
- Tous les agents habilités de la force Publique ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Le Maire,

Nicolas DAINVILLE.

À La Verrière,

Le : 15/09/2022.....

Conformément à l'article L. 2131-1 du CGCT,
le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte,
qui a été notifié et/ou publié le :